

Gestion du Covid-19 :

Les résultats de l'Afrobaromètre qui confirment le positionnement du Togo à l'international^{p.3}

A la veille de la campagne de vaccination contre le coronavirus au Togo, vu que les doses de vaccin sont en passe d'arriver, Afrobaromètre publie les résultats de son enquête, les chiffres sont aussi divers que

variés sur la perception des togolais sur cette pandémie, la gestion de la pandémie par le gouvernement, sans oublier l'opinion des citoyens sur les vaccins contre covid-19.

Lutte contre la propagation du covid-19 :

La vaccination devient impérative face à l'augmentation sans cesse des cas^{p.p 3&7}



Ouverture de la 1ère session ordinaire de l'année :

**Les députés retrouvent
le chemin de l'hémicycle^{p.5}**

Affaire DMK contre Monseigneur Barrigah :

**La conférence
des évêques du
Togo tranche^{p.p 5&6}**

Les communes appelées à intensifier la sensibilisation

La Fatière des Communes du Togo (FCT) a organisé jeudi dernier dans les locaux de la mairie de Zio1 un atelier national d'échanges d'expériences et de pratiques entre le maire de la ville de Tsévié, ville pilote et ceux des villes du rayonnement du projet à savoir : Atakpamé, Sokodé, Kara et Dapaong. Selon les organisateurs, cette rencontre d'échanges vise à faciliter l'engagement collégial des municipalités togolaises en faveur de la Planification Familiale à travers justement un partage d'expériences et des cas pratiques réalisés par le projet dans la ville de Tsévié avec les autres communes.

Dans le cadre de l'Initiative pour la Santé et la Salubrité en Ville (ISSV), la Fatière des Communes du Togo (FCT) et la Mairie de Zio1, ont mis en œuvre le « Projet de Promotion de la Planification Familiale dans les Villes Togolaises (PPPFVT) », projet financé par le l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF), la Mairie de Paris avec le soutien de la Fondation Bill et Melinda Gates. Considérée comme étant une composante essentielle des soins de santé primaire et de santé de la reproduction, la planification familiale joue un rôle important et presque incontournable dans la réduction des taux de morbidité et de mortalité maternelle et néonatale ainsi que dans la prévention de la transmission du VIH/Sida. C'est donc pour

promouvoir la planification familiale dans les différentes communes du Togo que cet atelier a été organisé. Au cours des échanges, il a été question pour les participants de s'imprégner des multiples avantages liés à la planification familiale (PF). Démarré depuis deux ans, le projet piloté par la Fatière des Communes du Togo, a contribué significativement à améliorer l'accès à l'information liée à PF et l'accès aux produits contraceptifs. « Les retombées, c'est les améliorations que nous notons dans les chiffres qui sont relatifs à l'accès à l'information, à l'accès aux services de planification et aux produits de contraception sans oublier la réduction des taux de mortalité maternelle et infantile... » a indiqué Mme Yawa Kouigan Présidente de la

Fatière des Communes du Togo (FCT).

Dans les communes togolaises, l'insuffisance de l'utilisation des méthodes PF est due au manque de sensibilisations des populations en général et celles des femmes en particulier sur l'importance de la PF et son impact positif sur la santé maternelle et infantile. Il faut également souligner que certaines femmes n'expriment pas le désir d'utiliser la PF par manque d'intérêt et de connaissances de cette pratique, et aussi par peur des effets secondaires, etc. Une autre raison est la faiblesse de l'implication des hommes dans la PF. La faiblesse de la qualité de



l'offre des services PF est aussi l'un des obstacles résultant de la faible compétence des prestataires. Certains ont reçu des formations sur le tas et d'autres des formations sans recyclage. La faible mobilisation de ressources en faveur de la PF d'une part, l'insuffisance de la collaboration entre les Organisations de la Société Civile et les autorités publiques locales dans la pro-

motion de la PF au Togo d'une part, constituent d'autres goulots d'étranglement. De ces insuffisances, il en résulte des taux élevés de la mortalité infantile, néonatale, juvénile, maternelle, des grossesses non désirées et précoces en dépit des multiples efforts déployés par l'Etat à travers le ministère de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins pour améliorer

cette situation.

Notons qu'actuellement, le Togo présente des taux de mortalité maternelle (401 pour 100.000 naissances vivantes) et néonatale (27 pour 1000 naissances vivantes) très élevés. Le taux de besoins non satisfaits des femmes en union ayant entre 15-49 ans, représente 33,6% ; dont 21,8% souhaitent espacer leurs naissances contre 11,8% pour la limitation.

L'Etat togolais a pris l'engagement d'augmenter progressivement la subvention annuelle pour l'achat des produits contraceptifs de 125.000.000 de nos francs en 2016 à 500.000.000 en 2022. Mais ce montant n'est que 160.000.000 de francs en 2019. Ce qui a un impact négatif sur l'atteinte des objectifs du Plan d'Action National Budgétisé de PF 2017-2022.

Kokou Amenti

ECHOS DU PAYS

Siège : Agbalépédo

Récépissé
n°383/14/10/09/HAAC
13 BP 507
e-mail:
augustin.sizing@yahoo.fr
Maison de la Presse
Casier N°26

Directeur de Publication

Augustin M. SIZING
90 03 18 24
22 34 13 57

Rédacteur en chef

Roger GBESSIA

Equipe de rédaction

Augustin S.,
Roger GBESSIA; Brel M.,
Simeau E., M. Mazé

Imprimerie

Direct Print

Infographie

Hugues AYIVI-BLIBO

Tirage

2000 exemplaires

TOUR DE GARDE DES PHARMACIES DU 1er au 08 Mars 2021

BIOVA.	Bd. Houphét-Boigny	22 34 50 93 70 23 19 23
KPEHENOU.	Boulevard HOUPHOUET - BOIGNY	22 24 32 24 70 45 25 03
ESPERANCE.	Face Ecole Française Nyékonakpoé	22 21 04 28
HOPITAL.	Face Hôpital CHU-Tokoin	22 20 08 08
CAMPUS.	Adéwi	22 21 56 32 93 38 08 84
St PAUL.	Bd. Jean Paul II	22 61 85 08
LE JOURDAIN.	face au CEG Tokoin Wuiti	22 61 56 14 92 38 30 50
HEDZRANAWÉ.	Marché HEDZRANAWÉ	22 26 49 61
KOUESSAN.	En face du stade de Kégué	96 80 10 01 90 50 48 12
KLOKPE.	Derrière la Foire Togo 2000	96 80 10 03 90 53 60 52
J-MIMSHAK.	base de Satom Hountigomé	22 60 30 50 92 24 42 70
MAELYS.	Bé Kpota en Face de NETADI	22 27 60 19 70 44 86 79
MISERICORDE.	BE-KPOTA, A côté de la Station MRS	96 80 09 45
ADIDOGOME.	Face au camp 2ème RI d'Adidogomé	22 50 54 85
SILOE.	Carrefour Aflao Apédokoé Atigangomé	90 80 26 39 96 80 10 16
ACTUELLE.	Quartier Sagbado - Adidogomé	90 61 46 44 96 80 09 95
SEGBE.	près de l'EPP et du CEG Séghé	92 59 49 35 79 30 07 29
DJIDJOLE.	DJIDJOLE	22 25 65 12 93 93 99 27
ST JOSEPH.	Bretelle BE KLIKAME	22 25 74 65 91 09 46 38
VIGUEUR.	AGBALEPEDOGAN, Kilimandjaro	22 51 63 30
MILLENAIRE.	Face Reserve de la gendarmerie d'AgoeNyivé	22 51 64 31
DIEUDONNE.	non loin de FUCEC Agoe-Téléssou	70 44 84 59
OSSAN.	Ets la LIMOUSINE, carrefour AVEDJI	70 40 44 25
APOLLON.	Face complexe scolaire Makafui - Avédji	70 41 01 07
SHALOM.	Agoé-Cacavéli, non loin de BKS	22 51 87 60 70 49 96 51
NOUVELLE TULIPE	Tové; Près de la station CAP Agoé-Légbassito	99 47 00 70
ST MICHEL.	Agoé entre Brasserie et espace Télécom	22 51 70 22 70 43 30 43
ST ESPRIT.	Bretelle Agoé-Nyivé Kégué, Face au CEG Agoé-Est	70 40 29 06
LE ROCHER.	Agoé Zongo, près du terrain de Golf	92 30 06 56 99 08 05 01
EXCELLENCE.	Agoé Demakpoé Voie CEDEAO	22 51 77 87 93 27 95 54
VITAS.	Située a Agoé Assiyéy du côté ouest	22 25 63 43
ESPACE VIE.	Agoé Logopé, face bar Plaisir 2003.	99 85 89 07
DIVINA GRACIA	Agoé-Fiovi, Rond point Cool Catch	99 83 91 00 96 80 10 21
REGINA PACIS.	Nationale N°1 - Bar sous l'Antenne	70 45 98 58 99 83 90 83
SANGUERA.	Près du Lycée de Sanguéra	70 42 80 80 99 90 89 72
GANFAT.	AGOE DALIKO près du CAMP GP	22 55 08 15 70 22 15 15
VERSEAU.	Près de la maison Bateau Baguida	22 27 34 53 92 05 23 49
DE L'EDEN.	Route d'Aného, face Cité Baguida	70 42 13 98

Lisez chaque semaine votre journal

ECHOS DU PAYS

l'information au coeur du développement

NUMÉROS UTILES

CHU Tokoin	22 21 25 01
CHU Campus	22 25 77 68
Commissariat Central	22 25 47 39
Sûreté Nationale	22 21 28 71
Sapeurs pompiers	118 ou 22 21 67 06
Gendarmerie	172 ou 22 22 21 39
Police secours	117
Renseignement	119

Gestion du Covid-19 :

Les résultats de l'Afrobaromètre qui confirment le positionnement du Togo à l'international

A la veille de la campagne de vaccination contre le coronavirus au Togo, vue que les doses de vaccin sont en passe d'arriver, Afrobaromètre publie les résultats de son enquête, les chiffres sont aussi divers que variés sur la perception des togolais sur cette pandémie, la gestion de la pandémie par le gouvernement, sans oublier l'opinion des citoyens sur les vaccins contre covid-19.

Les résultats d'Afrobaromètre sont le fruit d'une enquête effectuée au Togo sur environ deux semaines soit du 23 décembre 2020 au 04 janvier 2021, période au cours de laquelle 1200 adultes tous sexes confondus ont été interrogés.

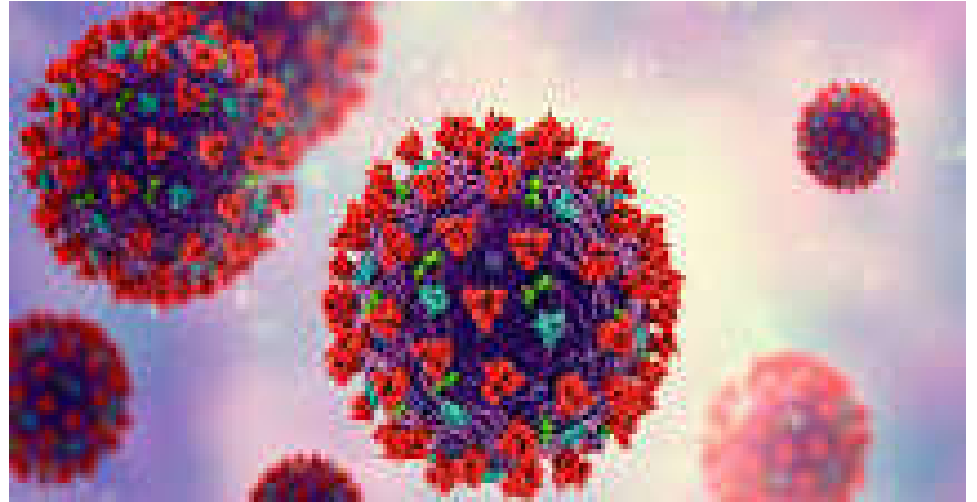
Sans trop de surprise quand on voit l'action de communication de grande envergure initiée par le gouvernement à l'endroit de leurs administrés. Certains résultats de cette étude de l'Afrobaromètre ne surprennent pas trop, au demeurant, ils confirment et encouragent cette stratégie communicationnelle de l'exécutif togolais au sujet de ce virus. En effet, selon cette étude, 77% des togolais soit plus de trois quart (3/4) des togolais reconnaissent qu'ils sont bien informés de la pandémie, 18% sont quelque peu informés et seul 4% ne

sont pas bien informés et une proportion résiduelle de 1% de togolais estime ne pas entendre parler de ce coronavirus. Ces scores au prime abord confirment le récent classement du Togo et son gouvernement, comme l'un des meilleurs pays au monde, en matière de lutte contre cette pandémie à coronavirus. Cela prouve à suffisance que le classement reposait bel et bien sur des bases scientifiques, puisque l'on sait aujourd'hui qu'une si large majorité des togolais est très bien informée sur ce vilain virus, or la foi des togolais aux études de l'Afrobaromètre sont une autre preuve éloquente.

En outre confirme cette étude : « une majorité des citoyens sont satisfaits de la façon dont le gouvernement a géré la pandémie de la Covid-19... ». Toujours dans le même ordre d'idée, et selon

l'étude Afrobaromètre : « 62% et 16% des Togolais sont respectivement d'accord et tout à fait d'accord avec le couvre-feu imposé par les autorités gouvernementales... 68% des Togolais étaient d'accord pour la fermeture des écoles, sans oublier que 29% des Togolais disent avoir reçu l'assistance du gouvernement relativement à la gestion du Covid-19 ». Ces chiffres qui sont bons, prouvent à suffisance le satisfecit de la communauté mondiale à l'endroit du gouvernement togolais dans sa gestion du Covid-19.

Toutefois un bémol dans cette étude, c'est qu'elle révèle que la majorité des citoyens au Togo sont sceptiques en ce qui concerne le rôle que le gouvernement joue dans l'assurance aux populations que les vaccins sont sûrs avant leur utilisation. Ce



résultat prouve que les campagnes de désinformation et d'intoxication des spécialistes de la thèse complotiste par rapport aux vaccins contre Covid-19, font et continuent de faire leurs effets sur les populations.

Devant des populations parfois crédules qui ne se posent pas la simple question de savoir d'où viennent les autres médicaments qu'elles achètent en pharmacie et qui les guérissent, la responsabilité pour le gouvernement de s'engager dans une stratégie globale de lutte

contre la désinformation par une sensibilisation de grande masse, afin de venir à bout de cette pandémie par la vaccination qui doit s'ajouter aux mesures barrières, est de mise.

N'oublions tout de même pas de rappeler que pour 22% des Togolais interviewés, la prière et le vaccin, sont logés à la même enseigne en termes d'efficacité.

Le gouvernement peut par cette étude se faire une idée de la perception des togolais qui regardent la finalité des actions, initiatives, mesures, prises par lui

vis-à-vis de ses administrés et les effets et impacts de celles-ci sur la vie dans la cité, pour en faire outil de gestion de la chose publique. Si les populations apprécient, les critiques parfois à caractère politique peuvent perdre de leur valeur, mais lorsque les critiques politiques sont soutenues par une insatisfaction des populations, les signes d'une crise peuvent s'installer. Puisse le gouvernement togolais continuer dans ce sens.

Augustin S.

Lutte contre la propagation du covid-19 :

La vaccination devient impérative face à l'augmentation sans cesse des cas

La campagne de vaccination contre le covid-19 est très attendue au Togo pour freiner la propagation du virus. Les spécialistes et experts en santé reconnaissent que le vaccin est le moyen pour contrecarrer les effets dévastateurs de la pandémie. Ceci est compréhensible dans la mesure où les chiffres ne cessent d'augmenter ces dernières semaines au Togo malgré la sensibilisation au quotidien. Une situation qui est imputée au relâchement dans le respect des gestes barrières. Depuis plusieurs semaines, les contaminations sont largement au-delà de 50 cas par jour. Ce qui prouve que le virus continue de circuler et tout le monde peut l'attraper en tout lieu et en tout temps. La prise en charge des patients devient compliquée avec cette situation, selon les responsables du CHR Lomé Commune qui s'occupent des malades symptomatiques. A en



shutterstock.com • 1673662414

croire la coordination nationale de gestion de la riposte contre le covid-19 et le responsable du centre de prise en charge covid-19 au CHR Lomé Commune, Professeur, Majesté l'hou Watéba, la prise en charge des patients qui développent des formes graves de la maladie devient difficile. Les places

pour les malades au centre deviennent de plus en plus rares, le nombre de patients besoin de la prise en charge augmente. Depuis quelques jours, le Togo est au-delà de mille patients pris en charge. Le nombre de personnes guéries ne suit plus le nombre de contamination par jour et cela impacte forcément

le nombre de cas actifs. Face à cette situation, il n'y a pas d'alternative que la vaccination. Les populations doivent être vaccinées pour éviter toute éventualité surtout quand on parle des variantes du virus. Cela explique la préoccupation des dirigeants à trouver des vaccins pour les populations togolaises. Face à la déter-

mination des autorités, les premières doses arriveront incessamment et tous les Togolais devraient se préparer à recevoir des doses de vaccin. Le Togo est sur plusieurs pistes pour trouver des vaccins pour les populations. Ces vaccins sont attendus dans le cadre de l'initiative COVAX, le dispositif de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19.

Outre une réduction du nombre tragique de décès et une maîtrise de la pandémie, l'introduction d'un vaccin permettra également d'éviter des pertes économiques énormes. L'accès mondial et équitable à un vaccin, va permettre de protéger les agents de santé, les premiers au front et les personnes qui encourent le plus grand risque de contracter la maladie puis suivra tous les autres citoyens. La vaccination constitue l'unique moyen d'atténuer l'impact

de la pandémie en santé publique et au niveau économique. C'est cela l'enjeu dans la vaccination que proposent les autorités togolaises. Le Togo a déjà payé un lourd tribut dans cette crise sanitaire et il faut que tous les Togolais adhèrent à la vaccination pour relancer les activités et booster à nouveau l'économie togolaise. Tous les Togolais perdraient si certains refusent de se faire vacciner et sauver le Togo tout entier. Tous les Togolais ont fait le bon combat dans la lutte contre la pandémie depuis le 06 mars 2020, l'effort qui reste à faire pour sortir de l'ornière c'est d'accepter de se faire vacciner le moment venu. Le gouvernement s'évertue à trouver les vaccins nécessaires et tout le monde doit se mettre dans le mouvement de la vaccination. Les vaccins actuellement disponibles n'ont aucun danger sur la santé.

La suite à la page 7

Transport routier :

Les postes de péage en voie d'automatisation

En vue de rendre plus fluide le franchissement des engins aux postes de péage et accroître l'efficacité dans leur fonctionnement, le Gouvernement togolais à travers la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER) met progressivement en place une plateforme automatisée des postes de péage. Il s'agit pour les autorités en charge du transport routier de moderniser le secteur et d'améliorer la fluidité du trafic au bénéfice des usagers de la route.

Comment rendre plus fluide le franchissement des engins aux postes de péage ? Telle est la préoccupation majeure des acteurs du transport routier au Togo. Comme quoi, « la route du développement passe par le développement de la route » dit-on. Bien inspirées par ce vieil

adage, les autorités togolaises en charge du transport routier à travers la SAFER et les autres entités étatiques, se sont engagées depuis quelques années dans la modernisation du patrimoine routier national et des services liés au transport routier. C'est dans cette optique qu'elles mettent progressivement en place une plateforme automatisée des postes de péage. En effet, l'automatisation d'un poste de péage est le passage des procédés manuels en mode informatisé. Selon un communiqué rendu public par la SAFER, il est à noter que l'automatisation contribuera à garantir la fluidité du trafic et à améliorer la fiabilité des données routières. Au-delà du paiement classique par espèces, elle offre deux nouveaux modes aux usa-



gers : le paiement par carte et le paiement par vignette, avec une possibilité de rechargement par mobile money.

Etant donné que le système de vidéo surveillance sur les postes de péage est une nécessité

absolue au regard de son efficacité dans la collecte des droits d'usage de la route, l'automatisation des postes de péage devient de plus en plus incontournable et son importance n'est plus à démontrer.

A ce jour, trois postes de péage sont automatisés : il s'agit du poste de Davié dans la préfecture de Zio (à 30 km à la sortie nord de Lomé) sur la route nationale n°1 ; de Vodougbe dans la préfecture des Lacs, (à 45 km à la sortie Est de Lomé) sur la nationale n°2 et celui d'Aképédo dans la préfec-

ture de l'Avé à 27 km de la capitale sur le grand contournement.

La condition pour emprunter les couloirs automatisés

Pour emprunter un couloir automatisé à un poste de péage, l'utilisateur doit au préalable s'abonner et obtenir une carte ou une vignette. L'abonnement se fait à la direction de la SAFER sise à Cacavéli ainsi que dans les huit (8) bureaux de la société des postes à savoir : Aného, Baguida, Sanguéra, Adétikopé, Tsévié, Sokodé,

Kara et Dapaong ou carrément par un canal numérique sur le site www.safer.tg

Une fois l'abonnement fait, l'usager qui arrive au poste de péage automatisé aura la possibilité de choisir à l'aide des signalisations, la voie correspondant à son mode de paiement. C'est ainsi que les abonnés devront emprunter la voie disposant de la signalisation du télépéage et payer par carte ou par vignette. Les autres voies étant ouvertes pour le paiement en espèces.

La SAFER est un établissement public qui a en charge la mobilisation des ressources pour financer l'entretien routier. Elle a été créée par le Gouvernement togolais par décret n°2012-013/ PR du 26 mars 2012 dans le but de faire face au souci de la dégradation avancée du patrimoine routier national. Grâce à ses actions, l'entretien routier au Togo a connu une avancée significative ces dernières années avec plusieurs milliers de kilomètres de routes et de pistes rurales entretenues au bénéfice des usagers de la route et des populations.

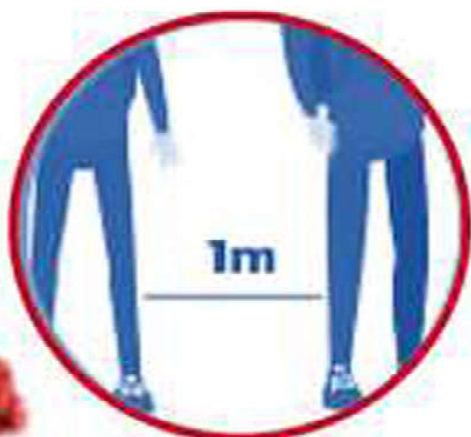
Kokou Amenté

Toute différence est positive et source d'enrichissement social et non de division. Togolais du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, tous, nous devons nous accepter.

STOP COVID-19

GRANDE CAMPAGNE DE SENSIBILISATION ET DE SOLIDARITÉ A L'ENDROIT DES COUCHES VULNÉRABLES

NE NÉGLIGEONS PAS LES GESTES BARRIÈRES



**GARDEZ
LA DISTANCE
DE SÉCURITÉ
D'AU MOINS 1m**



**LAVEZ-VOUS
LES MAINS
RÉGULIÈREMENT**



**PORTEZ VOS
MASQUES
OU CACHE-NEZ**

Ouverture de la 1ère session ordinaire de l'année :

Les députés retrouvent le chemin de l'hémicycle

Conformément aux dispositions de l'article 55 alinéas 2 de la Constitution togolaise, les parlementaires ont repris mardi 02 mars dernier le chemin de l'hémicycle à la faveur de la première session ordinaire de l'année 2021. C'était en présence de la Cheffe du Gouvernement, Mme Victoire Tomégah Dogbé, les membres du Gouvernement et le corps diplomatique accrédité au Togo. Sont attendus au cours de cette session qui s'ouvre, 22 projets de loi qui devront être analysés. En outre, le contrôle de l'action gouvernementale devra se poursuivre pour plus d'efficacité dans la gestion des affaires publiques.

« La session qui s'ouvre s'annonce toute aussi riche que la précédente. Nos débats et nos travaux convergeront vers ce qui nous rassemble : l'intérêt supérieur de nos populations et le développement économique de notre pays dans un climat de paix et de sécurité. En effet, au cours de la précédente session et malgré la situation sanitaire, le dynamisme des différents organes tels que le bureau de l'Assemblée nationale, la Conférence des présidents et l'administration a permis d'adopter avec engagement et responsabilité une large fourchette de lois. Cette dynamique sera maintenue durant cette nouvelle session afin de tenir avec dextérité notre agenda qui comporte déjà 22 projets de loi... » a déclaré la présidente de l'Assemblée nationale, Mme Yawa Djigbodi Tségan à l'ouverture de la session.

En effet, partant des acquis enregistrés dans les différents secteurs, le nouvel exécutif envisage de nouvelles perspectives à

travers des défis majeurs identifiés dans le Plan National de Développement (PND). Même si cet ambitieux programme fera l'objet d'une révision à plusieurs niveaux en raison bien entendu de l'impact négatif de la crise sanitaire mondiale, il sera la référence de toutes les actions du Gouvernement dans tous les secteurs quasiment de la vie du pays.

Le Premier ministre et son Gouvernement prévoient également assurer un accès universel aux soins à travers la mise en place d'une assurance maladie pour tous, la modernisation des infrastructures et des équipements. L'objectif visé est non seulement d'améliorer la qualité des soins mais aussi de rapprocher les centres de santé des populations. Aussi, l'engagement du Chef de l'Etat visant à la gratuité des soins pour les femmes enceintes sera tenu selon des modalités qui devront être définies.

L'un des piliers sur lequel tout pays peut compter pour son émergence

est celui de l'industrie et de la transformation des ressources naturelles et agricoles. Le nouveau gouvernement compte donc renforcer le tissu industriel, le densifier et produire au Togo ce dont les besoins se font sentir en interne et ce que l'on souhaite exporter. A cet effet, le développement de la plateforme industrielle d'Adéticopé sera la référence de la nouvelle politique industrielle. Un projet qui évolue bien et dont les principaux acteurs se préparent déjà à jouer des premières retombées d'ici peu.

Pilier incontournable dans l'économie nationale, le Port autonome figure en bonne place dans la politique générale de l'équipe Tomégah-Dogbé. En créant spécialement un ministère dédié à l'économie bleue, les autorités togolaises veulent continuer à dynamiser ce levier de croissance. Le Togo ayant toujours servi de carrefour et de terre de transit, le Gouvernement ambitionne de renforcer et de moderniser les instru-



Les députés au parlement

ments portuaires afin de conserver son avance sur les uns et rattraper les autres compétiteurs. Dans ce cadre, les opérations portuaires seront digitalisées.

Toutefois, il convient de souligner que les idées du nouveau gouvernement sont loin de faire l'unanimité au sein de l'opinion. Beaucoup estiment que cette « catalogue de bonnes intentions » n'est que du bluff et ne sera pas réalisée, accusant les autorités togolaises d'avoir la mauvaise habitude de ne pas « tenir parole ». Une accusation qui, si elle peut se justifier, trouverait ses fondements dans la non mise en œuvre de plusieurs engagements non tenus lors des campagnes présidentielles et des am-

bitions non concrétisées dans le projet de société du Chef de l'Etat Faure Gnassingbé.

Les aspirations légitimes des populations liées à la lutte contre la corruption demeurent sans suite et les craintes des uns et des autres quant à l'impunité ne sont pas enrayées après le passage du Premier Ministre devant le Parlement. Aussi, de nombreux défis restent encore à relever pour répondre aux multiples sollicitations sociales des populations. L'efficacité de l'action publique doit être un principe de gouvernance afin de mieux résoudre les nombreuses préoccupations des compatriotes.

L'autre chantier sur lequel la nouvelle équipe est très attendue c'est bien la

meilleure répartition des richesses. Même si le portefeuille du développement à la base prévoit poursuivre le projet des filets sociaux pour permettre à tous les togolais d'être bénéficiaires des programmes sociaux, il faudra que ce nouveau Gouvernement travaille à combattre la précarité et à réduire les inégalités sociales afin d'offrir à tous les citoyens, les mêmes chances et les mêmes opportunités.

L'Assemblée nationale devra donc veiller au contrôle de l'action gouvernementale pour que la vision du Chef de l'Etat soit appliquée à travers la politique générale déclarée par le Premier ministre dès sa nomination.

Kokou Amenti

Fausses accusations de la DMK envers Monseigneur Barrigah :

La conférence des évêques du Togo tranche

Les accusations de la Dynamique Monseigneur Kpodzro envers Monseigneur Barrigah Bénissan doivent connaître leur épilogue après l'écoute de l'archevêque de Lomé par la Conférence des Evêques du Togo. L'archevêque de Lomé Monseigneur Barrigah est accusé par la DMK d'avoir joué un jeu trouble en faveur du pouvoir au détriment de la dynamique au lendemain de la présidentielle du 22 février 2020. Monseigneur Barrigah en bon homme de Dieu et sage, a refusé tout commentaire sur les accusations qui sont portées contre sa personne et même des dénigrements pendant plusieurs mois. C'est seulement lors de la première session de l'an-

née 2021 de la Conférence des Evêques du Togo que Monseigneur Barrigah Bénissan a pu parler à ses pairs pour dire exactement ce qui s'est passé. Selon le communiqué de presse issu de ce ren-

dez-vous des évêques du Togo Monseigneur Barrigah a démenti tout ce qui se dit sur lui concernant la mission que le pouvoir lui aurait confiée vers la DMK. Il a expliqué comment il a été approché le

07 avril 2020 par un membre de la DMK en vue de solliciter son intervention pour éviter l'arrestation d'Agbéyomé Kodjo et rapprocher les deux parties en conflit. Suite à cette initiative Monseigneur

Barrigah a contacté Mgr Kpodzro pour savoir si la Dynamique approuvait l'initiative personnelle de ce membre. Il se dit que le ministre Gilbert Bawara et l'ambassadeur de France Marc Vizi, auraient été envoyés par le pouvoir pour demander à l'Archevêque de Lomé de négocier avec la DMK, le partage du pouvoir. Cette information a été démentie par Monseigneur Barrigah devant ses pairs. La CET a demandé à l'archevêque de Lomé d'éviter toute intervention sur les médias et les réseaux sociaux à ce propos. Voilà qui est clair dans les esprits des Togolais. On comprend finalement que la DMK n'a lésiné sur aucun moyen

pour parvenir à son dessein, celui de parvenir au pouvoir par le mensonge. Aller impliquer un homme de Dieu de la trame de Barrigah dans une affaire politique assez sale, il faut comprendre que la DMK est composée des personnalités de mauvaise foi dont la stratégie pour parvenir au pouvoir est basée sur le mensonge. Avec cette réaction de la CET, cette affaire doit être close pour laisser finalement Monseigneur Barrigah Bénissan en paix. Si la DMK et son candidat n'ont pas pu apporter les preuves de leur victoire à la dernière présidentielle ce n'est pas la faute à Mon-



Messeigneurs Barrigah et Kpodzro

La suite à la page 6

Partenariat Togo-Shelter Afrique :

La construction de 3000 logements sociaux attendue à Lomé

Le Gouvernement togolais représenté par le ministre de l'urbanisme, Koffi Tsolenyanu et l'institution panafricaine de financement du développement de l'habitat et de l'immobilier, ont conclu à Nairobi un protocole d'accord pour la construction de 3000 logements sociaux dans la capitale togolaise. Il s'agit pour les autorités togolaises d'apporter à travers ce contrat de partenariat une solution à la crise de logements à laquelle sont confrontées les populations, surtout les ménages à faibles revenus.

Cet accord selon les sources officielles du Gouvernement togolais, s'inscrit dans le cadre du programme de construction de 20.000 logements sociaux d'ici 2025. Il devra

permettre d'intensifier la promotion et le développement des projets de logements à des coûts abordables à grande échelle dans le pays pour les ménages à faibles revenus.

Concrètement, l'institution panafricaine se chargera de développer sur un modèle de partenariat public-privé, la construction de logements à Lomé grâce aux facilités qu'accordera le Gouvernement (terres, infrastructures et incitations fiscales). « Le protocole d'accord que nous avons signé avec Shelter-Afrique ouvre une nouvelle phase de partenariat et sera crucial pour atteindre notre objectif de logements pour 2025 » a expliqué le ministre de l'urbanisme à l'issue de la cérémonie de signature du partenariat.



Des logements sociaux en construction

En effet, il est connu de tous que les pays africains en général et le Togo en particulier font face à une augmentation exponentielle de l'effectif de la population, dont une forte

proportion se concentre dans la capitale. Du coup, l'on assiste à un déficit d'habitat décent, ce qui devient de plus en plus un problème majeur pour les gouvernants.

Créé en 1982, Shelter Afrique est un partenaire d'investissement privilégié pour le secteur du logement en Afrique. Son actionnariat est composé de 44 pays africains en plus

de la Banque Africaine de Développement (BAD) et la Société Africaine de Réassurance.

Kokou Amentí

Fausse accusations de la DMK envers Monseigneur Barrigah :

La conférence des évêques du Togo tranche (suite de la page 5)

seigneur Barrigah. Il est temps après ce désaveu de la CET que le candidat malheureux de la présidentielle du 22 février 2020 Agbényomé Kodjo et ses amis de la DMK pensent à autre chose.

Un an après la présidentielle du 22 février et au moment où tout le monde est préoccupé par la crise sanitaire, si des individus s'hasardent à perdre leur temps dans des conflits inutiles cela fait leur problème. La DMK n'était pas la seule à avoir un candidat à la présidentielle de février 2020. Des partis politiques ont également envoyé leur candidat. Pourquoi c'est la DMK qui s'agit sachant pertinem-

ment qu'elle n'aura jamais gain de cause de ce qu'elle réclame ? L'Alliance Nationale pour le Changement, l'un des plus grands partis de l'opposition est restée tranquille dans son coin après la présidentielle. Est-ce que la DMK a pu se poser la question pourquoi l'ANC reconnue comme le parti le plus contestataire au Togo ait pu garder ce silence ? Et puis les autres candidats à la présidentielle ont également contesté les résultats de la présidentielle mais lorsque la Cour Constitutionnelle a sonné la fin de la récréation en proclamant les résultats définitifs, tous les autres candidats ont passé

l'éponge sur tout ce qui s'est passé et se sont remis au travail pour les échéances à venir. C'est cela le jeu politique. Aujourd'hui Agbényomé Kodjo serait tranquille au pays pour mener ses activités de parlementaire, de président de parti politique et surtout d'ancien Premier Ministre. Il a choisi d'aller rester ailleurs dans des conditions difficiles. De même, Monseigneur Kpodzro a choisi également de fuir le pays pour une destination inconnue alors que personne ne lui cherchait du mal. Ils sont tous conscients des actes qu'ils ont posés et que les Togolais

n'ont pas aimés. Après avoir divisé l'opposition togolaise, ils ont voulu totalement diviser l'église catholique, malheureusement ils ont échoué cette deuxième mission. On se rappelle Monseigneur Kpodzro demandait à son jeune frère Monseigneur Barrigah de dire la vérité de ce qu'il savait de la mission à lui donner par le pouvoir. Cette démarche avait semé le doute dans la tête de plusieurs fidèles qui pensaient réellement que Monseigneur Barrigah savait quelque chose dans cette affaire. Aujourd'hui beaucoup se demandent pourquoi l'archevêque émérite de Lomé, un homme de Dieu de son âge peut

se permettre des choses pareilles. Le voilà aujourd'hui loin de sa patrie errant peut-être quelque part au lieu de rester au pays pour bénéficier des attentions de ses jeunes frères évêques. Monseigneur Kpodzro serait comme une personne ressource pour beaucoup de catholiques qui lui rendraient visite pour bénéficier de ses conseils s'il était conscient. En tout cas, le feu que la DMK a voulu mettre au pays a échoué et aujourd'hui la vérité a triomphé. Que les autres membres de la DMK tirent les leçons des actes qu'ils ont posés au lendemain de la présidentielle. Ils ont voulu tout

simplement conduire les Togolais dans une aventure incertaine. Dieu étant toujours du côté de la vérité, il n'a pas voulu en aucun moment que le pire arrive au Togo. Et puis est-ce que les Togolais n'ont pas assez souffert depuis des années par la turpitude des opposants Togolais ? Les observateurs de la scène politique togolaise continuent d'appeler l'opposition à changer de stratégie pour permettre au peuple togolais de vivre une alternance politique. Par leurs faux jeux, les choses traînent et l'alternance est indéfiniment reportée.

M. Mazé

«Pour guérir de nos blessures, faisons attention à celles des autres. Notre histoire nationale a son lot de blessés. Voici venu le temps de la vérité qui libère, une vérité assumée sans vengeance, dans un esprit de repentance, de pardon et de réconciliation».

Mgr Nicodème Barrigah-Bénissan

Football/ reprise des championnats au Togo :

Le covid-19 impose une réorganisation de la compétition

Le ballon va recommencer par rouler sur les terrains de football au Togo après plus d'un an d'interruption pour cause de la crise sanitaire. La date retenue par le bureau exécutif de la Fédération Togolaise de Football c'est le 20 mars prochain. On se rappelle c'était le 17 mars 2020 que le championnat 2019-2020 avait été suspendu par la FTF avant d'être définitivement arrêté le 27 mai. Les footballeurs togolais retrouvent du service après donc plusieurs mois à la maison sans activité. Plusieurs d'entre eux à travers des pétitions soutenues par certains internationaux, avaient souhaité à un moment donné que le gouvernement ouvre les stades. Malheureusement, ils n'avaient pas été écoutés contrairement à ce qui se passait dans les autres pays en Afrique. Si très tôt les activités sportives surtout le football avait repris en Europe, c'est parce que là-bas les clubs avaient les moyens pour tester les joueurs avant les matches, ici ce n'était pas possible. La prudence des décideurs a finalement payé parce que cela a permis d'éviter la propagation du coronavirus à travers le sport. Progressivement certains pays d'Afrique ont repris avec toutes les mesures dont les rencontres à huis clos. Aujourd'hui c'est chose faite pour les footballeurs togolais qui vont retrouver les pelouses à la faveur de la reprise des championnats de la saison 2020-2021 dès le 20 mars prochain. Malheureuse-

ment le public sportif sera sevré. Les matches du championnat se joueront avec les portes des stades fermées aux amoureux du sport roi. C'est de bonne guerre pour protéger les joueurs et les staffs techni-

que. Ce sont donc dans des conditions particulières que se joueront les championnats D1 et de D2 cette année. D'ici le 20 mars, les états major des clubs doivent prendre les dispositions nécessaires pour faire en sorte à préserver la santé des joueurs en ce moment où la pandémie a redoublé d'ardeur. Il faut éviter que le virus ne trouve pas d'occasion pour se propager à travers le football qui rassemble beaucoup de monde. Lorsqu'un

joueur est contaminé, il va transmettre forcément le virus aux autres joueurs, avant de l'amener dans sa famille. Pendant ce temps ceux qu'il a contaminés vont à leur tour transmettre le virus à leur proche de jeu qui sont gérables. Et puis chaque acteur individuellement doit prendre les mesures pour respecter à la lettre les consignes hors des terrains.

D'ailleurs les effets de la pandémie ont fait que le

matchs aller-retour à l'intérieur de chaque groupe suivi de play-offs devant permettre de dégager le champion et le vice-champion de la saison. Les deux derniers seront relégués en division inférieure.

sous forme de championnat à l'intérieur de chaque poule, suivie d'une demi-finale en match unique pour dégager les finalistes lesquels accèdent à la D1. Comme on le voit, la pandémie va imposer ses lois lors des différents championnats. Il fallait quand même reprendre les activités footballistiques parce que les acteurs avaient trop chômé. La FTF fera l'effort de trouver des subventions aux clubs, à hauteur de 8 millions pour les équipes de la D1 et 5 millions pour la D2. Ce qui est insuffisant mais les regards sont tournés vers l'Etat pour voir s'il peut mettre la main à la pâte. On sait que l'Etat a d'énormes difficultés, avec les effets de la crise sanitaire qui a tout chamboulé. Au même moment les clubs ont besoin des fonds plus que d'habitude dans la mesure où on leur demande des tests PCR avant les confrontations. La Zone Nord est composée de, ASCK, Asko, Semassi, Koroki, Unisport, AS Binah, Ifodjè et Sara FC. La Zone Sud comprend Dyto, Angès, AS OTR, AS Togo-Port, Entente II, Gbohloesu, Gomido et Maranatha FC. Il faut rappeler que dans une note circulaire, la fédération avait dévoilé le chronogramme de la saison. La saison a commencé en fait depuis le 18 janvier avec les débuts des engagements des clubs de première division et de deuxième division. La première période des enregistrements va du 15 février au 2 avril 2021.

M. Mazé



Une phase de jeu d'un match de la D1

ques. Ce sont donc dans des conditions particulières que se joueront les championnats D1 et de D2 cette année. D'ici le 20 mars, les états major des clubs doivent prendre les dispositions nécessaires pour faire en sorte à préserver la santé des joueurs en ce moment où la pandémie a redoublé d'ardeur. Il faut éviter que le virus ne trouve pas d'occasion pour se propager à travers le football qui rassemble beaucoup de monde. Lorsqu'un

une fois rentrés chez eux. Donc la prudence doit être de mise. C'est vrai que la FTF demande aux clubs de soumettre les joueurs et les staffs aux tests PCR mais combien peuvent tenir pour longtemps ? C'est pourquoi l'accent doit être mis sur les gestes barrières. S'il y a certains qui sont difficiles à respecter sur le terrain de football, il y a d'autres comme le lavage de mains et le port de cache-nez lors que l'acteur n'est pas sur l'aire

COMEX a revu l'organisation des différents championnats. Que ce soit au niveau de la D1 comme à la D2 la compétition va se dérouler en zone. La FTF ne veut prendre aucun risque avec la reprise des activités. Le championnat saison 2020-2021 va se jouer donc en deux poules A et B constituées chacune de 8 équipes, ceci dans l'optique d'éviter de très longs déplacements aux équipes. Il sera question d'un championnat en

Les matches vont se dérouler à huis clos et sur terrains neutres. A cet effet le Stade municipal de Lomé, le Stade de Kégué, le Stade de la JCA d'Agoè, le Stade d'ASFOSA sont retenus pour la zone A. Le stade de Kara, le Stade de Sokodé et celui d'Atakpamé seront disponibles pour la zone B. Pour la D2 saison 2020-2021, il sera question de trois poules de 6 équipes à savoir poule A, poule B et poule C. la compétition se joue

Lutte contre la propagation du covid-19 :

La vaccination devient impérative face à l'augmentation sans cesse des cas (suite de la page 3)

Les spécialistes sont unanimes, les vaccins qui sont mis sur le marché aujourd'hui n'ont pas d'effets secondaires à agir sur la vie humaine. Les vac-

cins contre le coronavirus sont comme tout vaccin qui s'utilise aujourd'hui. « Comme tout médicament, les effets secondaires doivent être accepta-

bles. Il doit avoir de doute sur les vaccins s'il n'y a pas d'effets secondaires. Dans la vaccination on stimule l'organisme, on lui donne l'impression qu'il est

face au virus, donc sa réaction doit donner un peu de fièvre, un peu de fatigue. Ces effets légers ne doivent pas empêcher à des gens de se faire vac-

ciner au lieu d'être interné au CHR Lomé Commune parce qu'on a attrapé le virus », a déclaré le médecin commandant Maléwé KOLOU, professeur agrégé en immunologie à la Faculté des Sciences de la Santé de l'Université de Lomé. Toutes les informations qui circulent sur les réseaux sociaux ne sont que des fake news, c'est vrai que certains vaccins ont des effets secondaires non désirables sur certains individus mais cela ne suffit pas qu'on laisse les populations mourir comme

des mouches. Les vaccins attendus pour le moment au Togo sont AstraZeneca de l'initiative COVAX de l'OMS et Pfizer. Des vaccins homologués par l'OMS et qui ne présentent aucun danger pour les populations. Les médecins togolais également confirment que les vaccins ne sont pas un danger. Il est impérieux que le Togo puisse vacciner 60 à 70% des populations pour avoir une immunité collective est freiner la propagation du covid-19.

M. Mazé

Toute différence est positive et source d'enrichissement social et non de division. Togolais du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, tous, nous devons nous accepter.



#CQFS

Avez-vous des interrogations sur les formalités au Cadastre ?
L'OTR est à votre écoute. L'OTR met à votre disposition un bureau dédié pour le traitement de vos plaintes. En 48h seulement, vous recevrez une suite à votre plainte. Vous pouvez aussi envoyer vos requêtes sur la plateforme numérique dédiée
via : **www.otr.tg** ou **www.dadc.gouv.tg**



Office Togolais des Recettes - OTR